

LE CANADA ET LA CRISE DES ANNÉES 30¹

Introduction :

- Je vais procéder en deux temps
- 1. Les origines de la crise économique des années 30, crise américaine qui se transmet au monde entier
- 2. L'essentiel de mon exposé portera sur la façon dont la crise affecte le Canada et quelles ont été ses conséquences ?
 - i. Au niveau économique
 - ii. Au niveau social
 - iii. Au niveau idéologique et politique

I. De la crise boursière américaine à la crise économique internationale

A. Krach boursier de 1929 et crise économique

1. Abondance de crédit pour investir en bourse, dans les années qui précèdent
 - i. le système du 10% comptant, 90% emprunté
 - ii. les titres boursiers servent de garantie
2. La réaction de Réserve fédérale américaine réagit
 - i. Resserrement des taux d'intérêt
 - ii. Hausse de 3,5% à 6% de 1928 à avril 1929
 - iii. Malgré cela, les marchés boursiers poursuivent leur hausse grâce à des capitaux étrangers placés à court terme
 - iv. Début d'octobre 1929, la Banque d'Angleterre hausse son taux d'escompte, le flux de capitaux internationaux se tarit
 - v. Les capitaux étrangers désertent les États-Unis
 - vi. Les courtiers demandent aux investisseurs boursiers de les payer
 - vii. Ils demandent des liquidités pour se couvrir
 - viii. Reçoivent à la place des ordres de ventes
 - ix. Les cours s'effondrent
 - x. Le système de crédit en subit les contrecoups car les banques ont prêté en prenant des titres boursiers comme garantie, donc elles font faillite

¹ Ce texte est disponible à l'adresse suivante: <http://www.frederic.bastien.com> , voir au bas de la page « Le Canada et la crise des années 30, Université de Sherbrooke ».

- xi. La crise boursière, entraîne une crise financière et bancaire qui se transforme en crise économique aux États-Unis, puis dans le monde industrialisé
- xii. Donc ça ressemble un peu à aujourd'hui, une crise liée à des prêts hypothécaires à risque se transmet à tout le système financier et finit par contaminer l'économie réelle, au États-Unis d'abord et dans le reste du monde ensuite

II. Le Canada et la crise

A. L'économie canadienne

1. Petit marché, le Canada dépend beaucoup du commerce avec l'extérieur, notamment avec les États-Unis (moins mais déjà beaucoup)
2. Le cours des matières premières baissait déjà avant la crise (comme maintenant, le cours des matières premières vient affecter le Canada, les exportations, etc.)
 - i. Pour les matières agricoles, qui représente 66% des exportations canadiennes
 - ii. Dans les pâtes et papier aussi, qui représente un peu moins du tiers des exportations
3. La crise économique frappe les exportations canadiennes
 - i. le prix du blé chute car les États-Unis ferment leur marché
 - ii. Même chose pour les pâtes et papiers, dont la production passe de 57% entre 1929 et 1933
 - iii. De plus les Américains retardent leurs investissements ici
4. L'ensemble de l'économie canadienne est finalement touché
 - i. Le chômage passe de 4,2% en 1929 à 27% en 1933
 - ii. Souvent, baisse des salaires pour ceux qui gardent un emploi
 - iii. L'Ouest est particulièrement en difficulté car elle fait face à une sécheresse et à une épidémie de sauterelles
 - iv. La production industrielle baisse d'un tiers de 1929 à 1933

B. Les conséquences sociales de la crise : misère et pauvreté

1. Dans les régions rurales
 - i. En Saskatchewan le revenu moyen annuel moyen baisse de 72%
 - ii. 20% de chômeurs selon les données officielles 1933 (la réalité est probablement pire)
 - iii. Les chômeurs errent d'une région à l'autre sur le toit des trains
 - iv. Plusieurs dans l'Ouest retournent vers l'Est

- v. Des fermes sont saisies, d'autres abandonnées
2. Dans les villes, la misère s'entasse
 - i. Des logements insalubres et surpeuplés
 - ii. Les petits propriétaires sont dépossédés
 - iii. De plus en plus de quartiers pauvres, qui sont frappés davantage par la tuberculose, mortalité infantile, délinquance juvénile
 - iv. Baisse de la natalité
 3. Les conditions de travail se détériorent
 - i. Les gains d'après la 1^{ère} Guerre mondiale sont annulés
 - ii. Les femmes et les jeunes souffrent davantage
 - iii. Les lois du travail contournées
 - iv. Le taux de syndicalisation passe de 17,4% à 9% entre 1921 et 1931
 - v. Ceux qui ont un revenu fixe s'en tirent mieux car l'économie est en déflation
 4. Les organismes de charité ne suffisent plus
 - i. Peu ou pas de protection sociale à l'époque
 - ii. Les mentalités veulent que l'individu soit seul responsable de ses problèmes
 - iii. Les organismes de charité sont débordés
 - iv. Les gouvernements leur donne plus d'argent mais c'est insuffisant
 - v. Les critères d'accès à l'aide sont restrictifs et souvent arbitraires
 - vi. Devant cette situation, les municipalités prennent en partie le relais mais elles ne suffisent pas davantage
 - vii. Certaines villes comme Montréal se retrouvent en situation de défaut de paiement

C. Les conséquences idéologiques et politiques

1. Au niveau des idées, remise en cause du libéralisme, à gauche comme à droite, qui prend divers formes
2. Le créditisme en Alberta
 - i. William Aberhart (PM Alberta de 1935 à 1943)
 - ii. Nécessité d'intervenir pour aider ceux qui sont frappés
 - iii. Doctrine du crédit social : le gouvernement prend le contrôle du secteur financier et force les banques à prêter
 - iv. Inspiré d'un ingénieur britannique du nom de CH Douglas
3. La naissance du Cooperative Commonwealth Federation, CCF, ancêtre du NPD
 - i. Créé en 1932
 - ii. Le parti ouvrier de J.S. Woodsworth (député de gauche dans les années 20)

- iii. La crise mène à la naissance du CCF
 - iv. Le manifeste de Regina : planification et interventionnisme
 - v. Rejette le capitalisme et le libéralisme traditionnel
 - vi. Une gauche démocratique, contre le communisme
4. Militantisme syndical accru quand l'économie va commencer à redémarrer
- i. La grève d'Oshawa en 1937, qui mène syndicalisation du secteur de l'auto
5. Le Parti communiste canadien
- i. Connaît un regain avec la crise
 - ii. Forme le «Worker Unity League »
 - iii. Aide les chômeurs
6. Plusieurs groupes réformistes et religieux voient le jour
- i. Éviter les excès du capitalisme sans sombrer dans le communisme
 - ii. Certains mélangent religion et socialisme et moralisme
7. Certains, au Québec, lancent le Programme de restauration sociale
- i. Mélange de valeurs traditionnelles et d'éléments progressistes
 - ii. Inspiration corporatiste
 - iii. La concertation grâce aux corps intermédiaires plutôt que la lutte des classes
 - iv. Lutte contre les trusts à l'aide de nationalisation
 - v. Programme de colonisation et d'agriculture
 - vi. Retour aux valeurs traditionnelles
 - vii. Fermeture des frontières
8. Essor des mouvements de jeunes
- i. La crise a un effet mobilisant, agit comme moteur d'une prise de conscience de groupe pour les jeunes de l'époque
 - ii. On parle de la génération sacrifiée, qui est bloquée, ne peut réaliser ses rêves, privée de sa période d'innocence, vieillie prématurément
 - iii. Les mouvements organisés de jeunes doivent donc lutter pour une régénérescence morale et sociale de toute la société
9. Des courants xénophobes voient le jour
- i. « Déportez-les » est leur cri de ralliement
 - ii. Les immigrants touchant de l'aide sont déportés
 - iii. Les agitateurs politiques aussi
 - iv. Émeutes anti-sémites à Toronto en 1933
 - v. Le Parti national social chrétien d'Adrien Arcand

- vi. Ces courants xénophobes ou anti-sémites existent aussi au sein du gouvernement

D. La réaction des gouvernements

1. Deux premiers ministres s'échangent le pouvoir pendant la crise, King et Bennet, les deux avancent par essai erreur, sont décontenancés, hésitants.
2. King applique la méthode libérale, ne rien faire, et perd les élections en 1930
3. Bennett promet des travaux publics mais sa démarche est incertaine et il est battu en 1935
 - i. Le secours public doit-il s'effectuer en retour d'un travail? Oui.
 - ii. Le gouvernement met sur pied les camps de travail pour les abolir en 1936
 - iii. On mise ensuite sur le secours direct, financé par les trois paliers de gouvernement
 - iv. Subventions aux provinces pour qu'elles puissent faire face à la situation
 - v. Subsidés aux organismes de charité
 - vi. Programmes pour aider la colonisation, le Plan Gordon au niveau fédéral et le plan Vautrin au Québec
4. La politique de tarifs douaniers
 - i. Bennett promet des tarifs en réaction aux tarifs américains
 - ii. Veut s'en servir comme monnaie d'échange
 - iii. Comptent créer 25 000 emplois
 - iv. L'empire doit tisser des liens commerciaux en son sein
 - v. La conférence de 1932 et préférence impériale
 - vi. L'accord commercial avec les États-Unis en 1935, gain pour le Canada
 - vii. Les accords commerciaux de 1938 avec Grande-Bretagne et États-Unis
5. Un gouvernement plus interventionniste
 - i. Plus la crise perdure, plus le gouvernement est interventionniste
 - ii. Création de la Banque du Canada en 1934
 - iii. Remise sur pied la Commission canadienne du blé
 - iv. Création de Trans-Canada (ancêtre d'Air Canada)
 - v. La CBC/Radio-Canada voit ses activités étendues
 - vi. Ottawa consent des prêts aux provinces qui sont en difficulté
 - vii. Met en place des mesures pour aider les agriculteurs endettés
 - viii. Certaines provinces se lancent aussi dans des politiques interventionnistes

E. Le début de l'État providence (interventionniste et régulateur)

1. Au niveau provincial
 - i. Plus tard en Saskatchewan, le CCF prend le pouvoir en 1944 et met sur pied un système de santé universel

2. Au niveau fédéral, Bennett parle d'un « New Deal » à l'américaine
 - i. Conseillé par son beau-frère ambassadeur
 - ii. Il veut mettre sur pied un programme d'aide aux chômeurs
 - iii. Étendre le contrôle du gouvernement sur le monde des affaires
 - iv. Établir un contrôle des exportations
3. Les mesures de Bennett et d'Aberhart sont jugées inconstitutionnelles (résistances de la cour suprême)
4. Les libéraux de King, de retour en 1935, mettent sur pied la commission Rowell-Sirois, qui met trois ans à faire son rapport et examiner cette affaire
5. Les recommandations de la commission
 - i. Les pouvoirs du gouvernement fédéral ont été limités par le Conseil privé tandis que ceux des provinces, dans le domaine social, se sont étendus au-delà des limites voulues par les près de 1867
 - ii. Or Ottawa conserve le pouvoir de lever la plupart des impôts
 - iii. Le Canada est devenu un pays industriel, donc le gouvernement central doit avoir plus de pouvoir au niveau économique et social
 - iv. Il pourra ainsi assurer une meilleure gestion d'ensemble et mieux distribuer la richesse
 - v. L'impôt direct et le chômage devrait donc relever du fédéral
 - vi. Le bien-être social restera aux provinces mais sera financé en partie par Ottawa avec des programmes à frais partagés
6. Le rôle du gouvernement et l'équilibre fédéral-provincial est modifié pour donner à l'État fédéral le rôle d'État providence, plus interventionniste et plus important face aux provinces
7. En 1940, changement constitutionnel qui donne au gouvernement fédéral la compétence sur le chômage
8. L'impôt direct est aussi alloué au gouvernement central

Conclusion

- Les Canadiens ont gardé de la crise un gouvernement plus présent
- L'idée que le gouvernement doit intervenir en temps de crise
- L'idée que les individus ne doivent pas être laissés à eux-mêmes en cas de coup dur est aussi restée
- C'est un héritage marquant dans notre culture politique, peut-être le plus important
- On l'a vu lors de la crise politique récente sur fond de crise économique

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux sur l'histoire du Canada

Ramsay Cook, *Le Canada étude moderne*, Toronto, Vancouver, Clarke, Irwin and Company ltd, 309p.

R. Douglas Francis, Richard Jones, Donald B. Smith, *Destinies : Canadian History Since Confederation*, Toronto, Montreal, London, 2eme édition, Holt, Rinehart and Winston of Canada, 1992, 569p.

Alvin Finkel et Margaret Conrad, *History of the Canadian Peoples*, vol.II, Toronto Copp Clark ltd, 1998, 510p.

Linteau-Durocher-Robert-Ricard, *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, 740p.

La crise économique et ses différents aspects

Monographies :

Karl Brunner (ed), *The Great Depression Revisited*, Rochester Studies in Economics and Policy Issues, Boston, The Hague, London, 1981, 360p.

Robert Bryce, *Maturing in Hard Times : Canada's Department of Finance through the Great Depression*, McGill-Queen's University Press, Kingston and Montreal, 1986, 278p.

Ian M. Drummond, *Negotiating Freer Trade : the United Kingdom, Canada and the Trade Agreement of 1938*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1989, 197p.

John Kenneth Galbraith, *A Journey Through Economic Time*, Boston, Houghton Mifflin, 1994, 255p.

John Kenneth Galbraith, *La crise économique de 1929*, Paris, Payot, 1961, 219p.

Bruno Marcel et Jacques Taïeb, *Les grandes crises : 1873-1929-1973*, Paris, Nathan, 6eme édition, 1992, 255p.

Jacques Néré, *La crise de 1929*, Paris, Armand Colin, 1973, 223p.

Douglas Owrarn et Kenneth Norrie, *A History of the Canadian Economy*, Toronto Éditions HBJ, 1991, 365p.

Articles de périodiques

Thomas Courchene, «An Analysis of the Canadian Money supply : 1925-1934 »
Journal of Political Economy, vol.77, no. 2, mai 1969, p.363 à 391.

Tim Rooth, «Imperial preference and Anglo-canadian trade relation in the 1930s—
The end of an Illusion? », *Bristish Journal of Canadian Studies*, vol.1, no.1, p.205 à 229.

Les conséquences sociales et idéologiques de la crise

Monographies

Irving Abella and Harold Troper, *None is too Many : Canada and the Jews of Europe*, Toronto, Lester Publishing Limited, 1991, 3eme édition, 340p.

Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène : l'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Boréal, 2003, 291p.

Barbara Roberts, *Whence they came : Deportation from 1900-1935*, Ottawa, University of Ottawa, 1988, 246p.

Denise Baillargeon, *Ménagère au temps de la crise*, Montréal, Les Éditions remue-ménage, 1991, 312p.

Terry Copp, *Classe ouvrière et pauvreté*, Montréal, Boréal Express, 1978, 213p.

Alvin Finkel, *Business and Social Reform in the Thirties*, James Lorimer and Company Publisher, 1979,244p.

Michael Horn (ed), *The Depression in Canada : Responses to Economic Crisis*, Toronto, Copp Clark Pitman Ltd, 1988, 293p.

Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit*, Montréal, Boréal Express, 1984, 186p.

Bryan D. Palmer, *Working Class Experience : Rethinking the History of Canadian Labour, 1800-1991*, Toronto, McClelland and Stewart, 1992, 455p.

Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme au Québec : des origines à nos jours*, Montréal, Boréal Express, 535p.

Joan Sangster, *Dreams of Equility : Women On the Canadian Left, 1920-1950*, Toronto, McClelland and Stewart, 1989, 273p.

Articles de périodique

John Bacher, «One Unit was Too Many : the Failure to Develop a Canadian Social Housing Policy », *Journal of Canadian Studies*, vol.22, no.3, automne 1987, p.50 à 61.

Alvin Finkel, «Origins of the Welfare State in Canada », dans J.M.Bumsted (ed), *Interpreting Canada's past*, Toronto, Oxford University Press, 1986, p.294 à 314.

L'impact politique et constitutionnel de la crise

Monographies

Alvin Finkel, *The Social Credit Phenomenon in Alberta*, Toronto, University of Toronto Press, 1989, 280p.

W.A. MacKintosh, *The Economic Background of Dominion-Provincial relations*, Toronto, McClelland and Stewart ltd., 1963, 190p.

Doug Owran, *The Government Generation : Canadian Intellectuals and the State, 1900-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 1986, 401p.

Donald Smiley (ed), *The Rowell Sirois report*, Toronto, McClelland and Stewart ltd., 1963, 228p.

Richard Wilbur, *The Bennett New Deal : Fraud or Portent*, Toronto, Toronto Copp Clark Publishing Company, 1968, 250p.

Walter D. Young, *The Anatomy of a Party : the national CCF : 1932-1961*, Toronto, University of Toronto Press, 1976, 328p.

Articles de périodique

John Taylor, « Mayor à la Mancha : an Aspect of Depression Leadership in Canadian Cities », *Urban History Review*, 1981, no.9, p.3 à 14.